

20260716 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/dispositifs-daccueil-de-mineurs-isoles-menaces-quatre-deputes-ecrivent-a-la-metropole-de-lyon-et-au-prefet-du-rhone>

[Actualité](#)



Les quatre députés de Lyon du nouveau front populaire. (@Marie-Charlotte Garin sur X)

Dispositifs d'accueil de mineurs isolés menacés : quatre députés écrivent à la Métropole de Lyon et au préfet du Rhône

par Clémence Margall

Quatre députés du Rhône ont écrit à la présidente de la Métropole de Lyon et au préfet pour leur faire part de leur "vive inquiétude" quant à la fermeture des Stations Milan et Rockefeller, accueillant des mineurs isolés, prévue à la fin de l'année.

Alors que les "Stations" Milan et Rockefeller doivent respectivement fermer leurs portes le 30 septembre et 31 décembre 2026, quatre députés du Rhône ont écrit à la présidente de la Métropole de Lyon, Véronique Sarselli (LR), et au préfet de région, Etienne Guyot, pour leur demander de renoncer à cette décision.

Lire aussi : [Après une rencontre avec la Métropole de Lyon, les jeunes du campement des Chartreux toujours "sans solution"](#)

Des dispositifs qui ont "*largement démontré leur utilité*"

Si ces dispositifs, dédiés à l'accueil des mineurs non accompagnés en recours de minorité sur le territoire de la Métropole de Lyon, venaient à fermer, ce sont 102 places d'hébergement pour des jeunes "*vulnérables*", en attente d'une décision du juge des enfants sur la reconnaissance de leur minorité, qui disparaîtraient, soulignent ainsi Marie-Charlotte Garin (EELV), Boris Tavernier (EELV), Anaïs Belouassa-Cherifi (LFI) et Sandrine Runel (PS).

Les députés affirment également que ces stations "*ont pourtant largement démontré leur utilité.*" Elles auraient en effet permis d'accueillir près de 800 jeunes en six ans et "*constituent bien plus qu'un simple hébergement.*" "*Elles offrent un temps de protection pendant la procédure judiciaire, permettent le rétablissement de jeunes dont l'état de santé est fortement dégradé, assurent un accompagnement éducatif, social et juridique, facilitent la scolarisation et offrent un cadre stabilisant dans une période d'extrême vulnérabilité*", poursuivent les élus.

Mais facilitent également la relation avec les associations, les services sociaux ou encore les établissements scolaires. *"Leur disparition désorganiserait totalement les solutions concrètes qui leur sont apportées et fragiliserait un équilibre construit depuis bientôt six ans",* déplorent-ils encore.

Cette décision prise conjointement par l'État et la Métropole de Lyon est par ailleurs jugée *"incompréhensible"*, alors que *"la situation reste toujours critique"* avec *"près de 150 jeunes qui survivent sous des tentes au jardin des Chartreux à Lyon, dans des conditions particulièrement indignes, faute de places dans ces Stations"*, tancent encore les députés. Et de conclure : *"Cela nous interroge sur le cap désormais retenu par la Métropole en matière d'hospitalité et de protection des jeunes en recours de minorité. Quelques mois après le changement de majorité métropolitaine et sans qu'aucune autre solution ne soit proposée, ces fermetures ne sauraient être présentées comme un simple ajustement technique ou budgétaire. Elles traduisent une rupture profonde avec les valeurs humanistes de notre territoire."*

Lire aussi : [Ces députés de Lyon interpellent le Premier ministre pour défendre les médias locaux](#)